

LE TRAVAILLEUR

Citoyen

Numéro 330
Mai 2013

de Loir et Cher

« L'ignorant
affirme,
le savant
doute,
le sage
réfléchit. »

Aristote
(384 - 322 av. J.C.)

Bulletin d'information de la Fédération du P.C.F.

AUX ACTES CITOYENS

- Organigramme de la direction départementale du PCF
Page 2

L'EUROPE EN QUESTION

- Francis Wurtz au repas des vétérans
- Pour une Europe des peuples
Page 3

EXPRESSIONS LOCALES

- Lu dans les journaux de sections ou de cellules
Pages 4 à 6
- Communication : l'affaire de tous
Page 6

DÉBATTRE... CONSTRUIRE

- Le groupe PCF-FdG s'adresse au président de Région
Page 7

RENDEZ-VOUS MILITANTS

- 26 mai : Méchoui de Mont
- 2 juin : Fête de St Ouen
- 13, 14, 15 septembre : Fête de l'Huma
Page 8



Directeur de publication
Jean-Michel MIJEON
5, rue Henri Drussy
41000 BLOIS
Imprimé par nos soins

180 000 à la Bastille contre l'austérité

Vite une 6^{ème} République pour le peuple et par le peuple

Il y a un an les Français ont voulu un changement de politique, un changement qui voulait passer à la trappe la politique défendue par SARKOZY, le président des riches, le président du sale argent, le président du MEDEF, le président BLING BLING !

Moins d'un an plus tard au travers de l'affaire CAHUZAC ces mêmes Français ont découvert que les mêmes oligarques qui possèdent des fortunes les dissimulent pour qu'elles ne participent pas à l'effort de solidarité collective, que ces mêmes oligarques sont toujours au pouvoir même si celui-ci est classé à gauche.

Les Français se sentent trahis. Nous aurons assisté durant l'année écoulée au dégonflement des socialistes avec une jolie soumission aux politiques européennes d'austérité, une explosion du chômage, des cadeaux fiscaux pour les copains avec le pacte de compétitivité - 20 milliards de cadeaux fiscaux aux entreprises - et l'ANI transcrit dans la loi avec le soutien du MEDEF.

Cette grande marche citoyenne du 5 mai aura donné une nouvelle fois l'occasion pour le PCF de rappeler, avec ses partenaires du Front de Gauche, que dès l'élection du président Hollande, les militants communistes, les parlementaires du groupe communiste, républicain et citoyen ont mis en place une ligne politique cohérente à la fois constructive et critique et que cette ligne est force de proposition !

Nous ne sommes pas comme cette droite revancharde qui, malgré son bilan calamiteux, prône toujours et encore plus une politique d'austérité à



l'encontre des plus faibles et des plus démunis.

Ce 5 mai 2013 victorieux aura été l'occasion pour le peuple de GAUCHE d'exprimer sa déception et de montrer en toute intelligence qu'il nous faut un gouvernement qui se dote comme il l'avait promis d'une réelle ambition sociale et économique.

Il est urgentissime d'acter une 6^e République sociale et solidaire qui rejette la domination des marchés financiers sur toutes les activités de la société, sur tout notre système économique et institutionnel.

Donnons aux Français la possibilité d'être les acteurs de la vie politique et citoyenne sur tous les grands choix qui engagent la vie de leur pays !

Cela aura été le fondement de cette marche, c'est le fondement de la 6^e République : L' HUMAIN D'ABORD !

Jean-Michel MIJEON

Conseil départemental élu le 2 février 2013

BISAULT Maurice
BOUCHOU Alexis
CHOPART Jean-Pierre
DELAPORTE Jean-Benoit
FOUQUET Patricia
GUYON Michel
HOUILLER Fabien
HOUILLER Marie-Claire
HURAUULT Jacky
JOURDAIN Marc
LE BEC Fabien
LE MOING Jean-Louis
LEMENAGER Bernadette
LEMENAGER Christian
LEONARD Emmanuel
MERANCIENNE Marie Andrée
MERCIER Emmanuel
MIJEON Jean-Michel
MORIN REPINCA Y Olivier
PFEIFFER Joanna
PICHOT Michel
RAYNAUD Monique
REBOURG Jean
SALOU Daniel

Exécutif départemental élu le 27 février

Jean-Michel MIJEON
(1^{er} secrétaire)
Jean-Pierre CHOPART
Jean-Benoit DELAPORTE
Michel GUYON
Fabien LE BEC
Marie André MÉRANCIENNE
Olivier MORIN
Michel PICHOT (Trésorier)
Monique RAYNAUD
Daniel SALOU



Collectifs fédéraux de travail

ouverts aux bonnes volontés qui souhaitent s'investir

■ Front des luttes

Responsable : Daniel SALOU

Membres : Jean-Pierre CHOPART, Michel GUYON,
Fabien et Marie-Claire HOUILLER, Jacky HURAUULT,
Christian LEMÉNAGER, Olivier MORIN,
Michel BELIN, Joël GAUVIN, Naïve RODIER

■ Communication, propagande, presse

Responsables : Jean Benoit DELAPORTE et Emmanuel LÉONARD,

Membres : Maurice BISAULT, Alexis BOUCHOU, Emmanuel MERCIER,
Joanna PFEIFFER, Jean REBOURG, Daniel SALOU,
Sylvie OSTERREICHER

■ Féminisme et politique

Responsable : Jean Michel MIJEON

Membres : Patricia FOUQUET, Bernadette LEMÉNAGER,
Marie Andrée MERANCIENNE, Joanna PFEIFFER,
Monique RAYNAUD

■ Formation des militants et accueil des nouveaux adhérents

Responsable : Olivier MORIN

Membres : Michel GUYON, Fabien HOUILLER, Monique RAYNAUD,
Olivier DEDIEU, Daniel WIX

■ Bataille financière

Responsable : Michel PICHOT

Membres : Marie-Noëlle COQUANT, Jean-Benoit DELAPORTE (ADF),
Jean-Louis LE MOING et les trésoriers de sections,

■ Fêtes et manifestations

Responsable : Fabien LE BEC

Membres : Alexis BOUCHOU, Jean-Benoit DELAPORTE, Jacky HURAUULT,
Olivier MORIN, Michel PICHOT, Daniel SALOU,
Claudette et Michel ALLARD, Serge et Nicole AUGRINET,
Olivier DEDIEU, Sébastien PINAULT, Michel VILLA,
Françoise et Jean-Claude SUSS, Jacques VINCENT
ainsi que les responsables de section

Francis Wurtz au repas des vétérans

Le 23 mars dernier, lors de l'Assemblée Générale des Vétérans du PCF de Loir-et-Cher, ce sont 150 camarades dont une délégation de la Jeunesse Communiste qui se sont rassemblés dans la salle polyvalente de Mont pour débattre de l'Europe avec Francis Wurtz (*), député européen honoraire, ancien président du groupe communiste au Parlement européen et membre du Conseil National du PCF.

L'exemple de Chypre a été largement évoqué, victime du chantage des dirigeants de la Banque Centrale Européenne qui menacent de couper les vivres aux Chypriotes.

Francis Wurtz avec sa simplicité, a expliqué la stratégie du Parti Communiste au sein de l'Europe au travers des orientations du PGE (Parti de la Gauche Européenne) dont Pierre Laurent est le président.

Il s'agit de résister à la barbarie austé-



ritaire et de changer radicalement les bases mêmes de l'orientation européenne.

Alors que les citoyens ne voient que de manière floue les conséquences des politiques de l'UE sur nos vies, Francis Wurtz a montré la perfidie de l'échelle des centres de décisions que nous impose l'UE : Communautés de Communes ou d'Agglos, Région et Union Européenne. Il rappelle l'importance démocratique inaliénable des

communes et des départements pour les communistes et le Front de Gauche.

Olivier MORIN

Paru dans « L'enclume » d'avril

(*) Francis Wurtz a été député européen de 1979 à 2009 et président du groupe parlementaire Gauche unitaire européenne / gauche verte nordique.

Chaque semaine il propose une chronique sur les questions européennes dans le magazine « L'HUMANITÉ DIMANCHE »

Titres d'expression
locale du PCF
en Loir-et-Cher

Vivre Mieux

EXPRESSION DES COMMUNISTES DU VENDÔMOIS
N° 23 - 4ème année - Gratuit Bimestriel - Mars 2013

L'ENCLUME

Organe d'expression
des Communistes de Mont-près-Chambord

Bulletin d'information des communistes du canton de Montichard - décembre 2012 - n° 4
Écharpe ROUGE

RESISTANCE

Bulletin d'expression des Communistes des cantons de
Romorantin et de Mennetou-sur-Cher

Bulletin d'information des communistes du canton de Contres
AContres
courant... janvier 2013 - n° 3

Pour une Europe des peuples

2012, Prix Nobel à l'Union Européenne, y avait pas d'quoi ! Pacte austéritaire.

Février 2013, budget européen prévu pour jusqu'en 2020. Bonjour ! Les dirigeants sourient devant les caméras. Contents. Ils ont réduit ce qu'ils appellent des « coûts » : les sommes nécessaires à la vie des gens, ou à leur survie comme les aides européennes aux plus démunis !

Ainsi va l'Europe du fric. Droit dans le mur. Pendant ce temps le chômage galope, la misère rampe, l'exaspération couve. Les peuples commencent à réagir. Mais on ne compte plus les états où désespoir et colère se mêlent pour ranimer la bête immonde du fascisme, plus ou moins maquillée, sous la forme du repli identitaire, la peur de l'avenir transformée en haine de l'autre.

La fille à son papa Le Pen, riche déguisée en porte-parole des pauvres, cherche à surfer sur la vague. Mentreuse qui veut tirer les marrons du feu qu'elle attise sur le mode du chacun pour soi et tous contre tous. C'est-à-dire les principes du capitalisme. Ce ne sont pas les voisins qui nous gâchent la vie, ce sont les financiers, les actionnaires, avec leur appétit sans limites. Ils ont fait de l'Europe, à leur seul profit, une zone de pillage des pays et des peuples qu'ils appauvrissent.

Sans museler ces parasites, y compris en France, pour leur imposer une autre Europe, sociale et démocratique, on ne pourra pas vivre mieux.

Paru dans « Vivre Mieux » de mars

Quel accès aux soins ?

Le Projet de loi de financement de la sécurité sociale ne remet pas en cause les éléments qui contribuent à davantage d'austérité comme les franchises médicales, les remboursements ou les dépassements d'honoraires. Pourtant avant l'élection présidentielle, socialistes et front de gauche s'y étaient opposés. C'est humainement inacceptable et absurde au plan économique : par exemple, rembourser à 100 % un traitement pour l'hypertension artérielle (maladie retirée de la liste des affections de longue durée) dans le cadre de la prévention des accidents vasculaires cérébraux, permettrait d'éviter la prise en charge d'une paralysie (lourde de conséquences humaines et financières).

Les déserts médicaux concernent non seulement la médecine ambulatoire mais aussi l'hôpital et constituent un drame territorial, social et sanitaire pour l'accès aux soins. Ce sont les gens qui paient de plus en plus chers et qui sont de plus en plus éloignés de l'offre de soins, ce qui amènent certains à ne plus consulter.

Laisser les directeurs généraux des agences régionales de santé (ARS) poursuivre de façon arbitraire les restructurations, conduit à détruire le rôle pivot de l'hôpital de proximité. Ainsi, l'égalité d'accès aux soins et la coordination nécessaire avec les médecins libéraux ne peut plus être garantie.

Concernant la formation des médecins, le Numerus clausus actuel, (nombre d'étudiants par an reçus en 1^{ère} année de médecine) est encore un peu inférieur à celui des années 1970 alors que la population a fortement augmenté (autour de 10 millions d'habitants en plus), et surtout, a beaucoup vieilli. Ainsi dans notre département, on observe un manque criant de médecins. C'est une aberration.

Pourquoi privilégier les maisons de santé (comme à Contres) qui ne sont que la juxtaposition de pratiques libérales - donc privées - au détriment des centres de santé dont

le fonctionnement est public ? Car, ce qui est important, que le médecin soit salarié ou libéral, c'est :

1. un réel projet de santé pour un vrai service public de proximité avec contrôle des financeurs publics.
2. Que le tiers payant y soit intégral.
3. Que tout dépassement d'honoraire y soit prohibé.
4. Que la santé soit traitée dans toutes ses composantes : éducation, prévention, dimension sociale.
5. Que les principaux intéressés (les patients) aient des responsabilités comme dans les conseils d'administration des centres associatifs.
6. Que les conditions d'exercice des médecins soient favorables aux patients, c'est-à-dire pas de revenu à l'acte mais un salaire ou revenu forfaitaire, pour leurs permettre de prendre du temps avec leurs patients et ne plus faire d'abattage.

Un moratoire sur la loi BACHELOT, qui notamment a mis en place la tarification à l'activité est urgent en attendant une grande loi de santé publique.

La France a les moyens d'imposer une politique d'accès aux soins pour tous. Les revenus financiers des entreprises et des banques soumis au taux actuel de la cotisation patronale apporteraient plus de 40 milliards d'euros pour la branche maladie. C'est largement de quoi combler le déficit de la sécurité sociale mais cela permettrait surtout de faire une politique sociale répondant aux besoins de la population.

Sylvie OSTERREICHER

Paru dans « A Contres courant » de janvier



Cantonales :



nouvelle menace sur la démocratie

Le fait d'élire en même temps deux candidats sur un même canton redessiné, au nom d'une parité hommes / femmes dévoyée, entraînera de façon quasi automatique un renforcement du bipartisme (deux partis dominants, les autres passant à la trappe) au mépris de la représentation de la diversité des idées et des projets. Là où deux personnes de sensibilités différentes pouvaient être élues, cette proposition de loi favorisera deux élus du même courant politique.

Nous, communistes français, attachés à la liberté d'expression des opinions, nous ne pouvons cautionner ce nouveau recul démocratique. À nos yeux, la République, c'est à la fois la parité et le pluralisme. Pour atteindre ces deux objectifs, il n'y a qu'une façon de voter possible : l'élection à la proportionnelle sur une liste composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. Ce mode de scrutin a d'ailleurs fait ses preuves aux élections municipales et régionales.

Si cette loi était adoptée par l'Assemblée Nationale, le scrutin départemental serait la seule élection locale sans aucune représentation proportionnelle. Ce choix, compréhensible venant de ceux qui veulent tout le pouvoir pour eux, n'est ni correct ni acceptable.

Paru dans « Vivre Mieux » de mars

L'eau, notre compagne commune...

A qui appartient l'eau ? A vous ? A votre voisin ? A Véolia ?

N'est-ce pas un bien commun ? Donc, sa distribution doit être assurée sous le contrôle direct des citoyens et des élus, par l'ensemble des intelligences (et il y en a !) de la communauté.

N'est-ce pas la condition première de la transparence sur les prix pratiqués ?

Bien sûr, pour éviter les soucis, il est plus "reposant" pour une municipalité d'en confier la gestion à une multinationale spécialisée qui possède "les savoirs", "les techniques". La vigilance et la réalité doivent toutefois s'imposer, car toute société privée a rarement pour but le seul intérêt général, mais bien d'engranger des profits faramineux. Confier la gestion de biens publics, (eau, énergie, transports...) à des sociétés privées conduit en outre au désintéret

des usagers pour des questions qui les concernent en premier lieu.

Examinons le bilan des villes qui, dernièrement, ont choisi le retour à la gestion publique : Grenoble, Neufchâteau, Vierzon, Saint-Pierredes-Corps, Castres, Annonay, Brest, Annecy, Chambéry, Paris, Cherbourg, Clermont-Ferrand...

Leurs populations ont bénéficié d'une baisse sensible du tarif du m³, voire la quasi-gratuité des premiers m³ consommés... et une facture allégée ! Ainsi, après des années de surfacturation, le marché de l'eau connaît une vague de renégociations à l'initiative de maires et de citoyens combattifs et décidés de faire baisser les tarifs auprès de Véolia, la SAUR, la Lyonnaise des Eaux...

Un maire peut négocier -20 % à -30 %. Même si les investissements à réaliser sont lourds, les marges sont telles dans ce secteur,



qu'on peut se mettre aux nouvelles normes sans augmenter le prix de l'eau...

« L'eau, ce bien commun que l'on doit partager, ne peut pas devenir une ressource lucrative. Et les entreprises multinationales ne doivent pas faire du profit sur un bien vital. » (Danielle Mitterrand)

Jean-Pierre CHOPART

Paru dans « Résistance » de février

La politique d'austérité vise les allocs

Un pas de plus pour faire payer aux familles la crise due à la voracité des capitalistes. Où gratter les fonds qu'on ne

prélève pas sur les gros actionnaires, ceux-là même qui licencient à tours de bras ? Le gouvernement, entraîné dans la spirale de toujours plus d'austérité, fait pression sur le Haut Conseil à la Famille pour soi-disant équilibrer les comptes de la branche Famille. Les médias annoncent le chiffre de 2,2 milliards d'euros de déficit (5 milliards d'euros ont été accordés à PSA depuis 2009 pour qu'à la fin la boîte prépare 8 000 suppressions d'emplois).

Consternant, les pistes retenues pourraient être soit de rendre imposables les prestations familiales, soit de les rendre accessibles sous conditions de ressources. Le caractère universel, base même de la politique familiale, serait donc remis en cause ; des sacrifices supplémentaires imposés aux ménages. Assez !

L'avenir de la branche Famille est en

réalité menacé car le MEDEF, le puissant syndicat des patrons, réclame depuis des années que son financement ne soit plus assuré par les cotisations sociales, surtout les siennes. La solidarité sociale, ces gens-là n'en veulent pas. De plus il est impossible de prévoir un retour à l'équilibre des comptes tout en accroissant encore les exonérations patronales de cotisations, comme c'est prévu dans l'Accord National Interprofessionnel minoritaire du 11 janvier 2013.

// faut rompre avec ces logiques comptables qui ne fonctionnent que dans un sens, celui qui ponctionne les budgets familiaux.

L'humain d'abord ! Par exemple, en versant aux parents les prestations familiales dès le premier enfant, mesure que le PCF propose depuis longtemps.

Paru dans « Vivre Mieux » de mars





La mort du petit cheval

Le chocolat Poulain est un des fleurons historiques de l'Industrie Blésoise. Les usines historiques, proche de la gare ont changé de destination et se sont retrouvés en dehors de la ville il y a quelques années suite au rachat de la marque par Cadbury-Schweppes en 1998. La marque Poulain a continué d'exister et la marque « 1848 » se développait alors que les anciennes usines étaient détruites.

Aujourd'hui, les ouvriers de l'usine sont inquiets pour l'avenir de leur savoir-faire et même pour leur emploi. Poulain Cadbury a été avalé par Kraft Foods il y a moins d'un an, et ce mastodonte de l'agroalimentaire a d'autres projets pour la marque.

Les travailleurs de l'usine interpellent les consommateurs. Depuis combien de temps avez-vous vu une publicité Poulain à la télévision ou sur un panneau d'affichage ? Le chocolat Poulain occupe-t-il une bonne place dans les rayons des supermarchés ? Il suffit de se rendre dans celui de Mont pour se rendre compte.

Il faut aussi savoir que la multinationale Kraft Foods possède aussi la marque Milka dont les tablettes ont un emballage spécifique (*plastique sans papier aluminium*), et depuis septembre (*sans doute le*

hasard) les tablettes de Poulain Noir Extra 100g sont également dotées de ces emballages ! Y voir une uniformisation des lignes de conditionnement de l'usine pour l'adapter à la marque de la vache mauve n'est sans doute qu'une crainte non fondée (*sic*) des travailleurs ! Il en résulte, malgré tout, que la grande chaîne de conditionnement qui traverse toute l'usine ne nécessite plus que deux ouvriers qui doivent être sur tous les fronts pour respecter les cadences.

Atailler comme il le fait dans les vies des salariés et jouant la marque historique en Bourse, le groupe Kraft Foods a tout de même vu son bénéfice pour 2012 s'élever à 4,56 milliards de dollars.

Quoiqu'il en soit, il est à craindre que la marque Poulain et le savoir faire des ouvriers chocolatiers de Blois

soient jetés aux orties avec la prévision de la direction de faire disparaître la gamme 1848 à la fin 2013 et, à terme, les tablettes au petit cheval verra une vache le remplacer. Il ne restera que les poudres (Super Poulain et Poulain Grand Arôme).

L'industrie agroalimentaire est désormais une habituée de ces changements d'animaux sans se soucier qu'à la fin, ce sont les travailleurs et les consommateurs qui sont trompés. De tels choix n'ont pas à être entrepris.

Avec le Parti communiste et les forces du Front de gauche, exigeons l'intervention des travailleurs dans les choix de leur entreprise et une extension de la propriété sociale des moyens de productions aux salariés, aux citoyens.

Vite, la 6^{ème} République !

Paru dans « L'enclume » d'avril

Communication politique : l'affaire de tous

Le groupe de travail « Communication numérique fédérale » s'est réuni le 19 mars. Il y a été question plus particulièrement de la rénovation de notre site Internet... mais pas seulement.

Concernant l'outil, il nous est possible d'être hébergé par le site national du PCF, ce qui offrirait l'avantage de disposer d'une architecture de site déjà rodée... et donc d'être opérationnels plus rapidement. Ceci étant, la pertinence d'un site dépend pour beaucoup de la régularité et de la fraîcheur des informations mises en ligne.

Reste donc un élément essentiel en communication numérique mais qui l'est tout autant pour la communication en général : la réactivité à l'actualité.

Or cette dimension ne peut reposer que sur une mobilisation effective du Parti, membres du collectif « Com », du conseil départemental ou des directions de sections, des élus comme des simples militants.

Ainsi, une décision discutable dans une collectivité territoriale, un plan de licenciement qui se profile,

une décision administrative injuste, un débat local intéressant ou épineux, une mobilisation à soutenir, une initiative à populariser, une vague d'expulsions à dénoncer... peuvent donner matière à information et positionnement politique. Il y a donc besoin de « vigies » de l'actualité politique et sociale et de rédacteurs proposant de l'écrit concis.

Appel est donc lancé pour que chaque militant s'attelle à cette tâche et fasse remonter de l'info de terrain, des éléments permettant la rédaction d'écrits, voire des projets de textes.

Dès lors il restera à l'exécutif départemental d'assurer la régulation des informations et des prises de position et au collectif « Com » d'en assurer la diffusion, notamment par la mise en ligne.

Jean-Benoît DELAPORTE

Le groupe communiste - front de gauche alerte le président de région

A sa demande, le groupe communiste - Front de Gauche de la Région Centre a été reçu par François Bonneau, pour pointer l'exceptionnelle gravité de la situation politique, économique et sociale. Une importante rencontre pour le Groupe.

Nous avons dit à François Bonneau nos extrêmes inquiétudes et exprimé nos volontés.

Inquiétudes vis à vis de la situation exceptionnelle que nous vivons après l'affaire Cahuzac et son cortège de désillusions, de désarroi et de mécontentement exprimés vis à vis de la politique du gouvernement et ses implications sur les orientations de la Région.

Nous lui avons lancé un appel pour faire entendre la nécessité de voir le gouvernement changer de cap et de renoncer à une austérité qui asphyxie aussi la collectivité régionale.

Tous les indicateurs sont au rouge : à l'instar de celui de la consommation des ménages, un des indicateurs fort de la relance, qui pourrait plonger de nouveau et faire à son tour plonger l'économie dans ce qui s'apparente de plus en plus à la récession. Les indicateurs venant des entreprises sont tout aussi graves tant les ponctions vers



les marchés financiers étouffent la production, entravent la relance industrielle, l'innovation, les nouvelles technologies. Des secteurs industriels de notre région sont menacés à l'image de la filière automobile.

Alors que le boulet de la finance plombe toute l'économie, le gouvernement choisit de poursuivre la même politique en affirmant qu'il n'y en aurait pas d'autres. Nous avons montré que ces choix - s'appliquant à être les bons élèves de Bruxelles - risquent de conduire à une crise majeure.

Nous avons également sérieusement attiré l'attention de François Bonneau sur les coupes drastiques prévues dans les dépenses publiques pour 2014 au nom du « sérieux budgétaire » qui pourrait rendre extrêmement difficile la construction du budget régional de l'an prochain. Nous avons proposé de prendre les devants et de commencer à travailler sur un budget marqué par des actes forts en direction des populations aux prises avec de grandes difficultés.

La Région Centre doit être une réelle protection, un véritable bouclier anti-crise et non s'inscrire dans l'accompagnement de l'austérité.

Plus fondamentalement encore, c'est

de toute urgence un pacte de croissance que le gouvernement devrait lancer incluant les collectivités locales dont les régions comme des leviers forts de la relance.

Enfin, nous avons fait part de notre désaccord avec le projet d'Acte 3 de la décentralisation qui ne répond ni aux exigences de clarification ni à celle d'une démocratie proche et respectueuse des citoyens.

Dans cette situation exceptionnelle, le Groupe communiste Front de Gauche lance donc un appel à gauche, à toutes celles et ceux qui ont voulu le changement il y a un an.

C'est un appel à travailler ensemble, à échanger, à construire les propositions d'urgence et de fond qui sortent de la terrible impasse de l'austérité à tous les niveaux dont celui de la région. Le groupe et chacune et chacun des élu·es qui le compose, se mettent donc dès maintenant à disposition de tous : élus locaux, syndicalistes, associatifs, ou citoyennes et citoyens intéressés au changement pour lancer les consultations, les auditions, les rencontres permettant de faire grandir des solutions de changement à gauche.

C'est un appel, à gauche, pour agir et se rassembler.

L' AUSTÉRITÉ
ce n'est PAS LA
SOLUTION



c'est le
PROBLÈME

PCF FRONT DE GAUCHE

Pour sa 52^{ème} édition,
la Fête de l'Étang vous propose

À côté de
VENDÔME

Les rendez-vous de la fête

8h00 **Vide grenier**

11h00 **Débat** « La Grèce en crise dans l'Europe en crise :
quelles solutions ? » avec la participation d'un membre
du collectif national « Europe » du PCF et d'un représentant
du Syriza [Coalition grecque de gauche]

14h00 **Danse folklorique**
par l'association Franco-hellénique de Tours (1^{ère} partie)

14h30 **Hommage à Aragon**
lecture de textes par « les poètes disparus »

15h00 **Création graphique** par INCONITO (graffeur)

15h30 **Spectacle** avec le groupe Moréas
[musique grecque contemporaine]

16h00 **Danse folklorique** (2^{ème} partie)

17h00 **Spectacle** avec le groupe Moréas (2^{ème} partie)

GRECE

Hommage à ARAGON

POPULAIR'
DE FÊTE

Vive la Paix

DIMANCHE
2 JUIN 2013

ÉTANG DE SAINT-OUEN - 41100 VENDÔME

Organisation : Cercle Culturel du Vendômois

STANDS, MUSIQUE,
EXPOSITION,
DÉBATS,
REPAS



Hommage LOUIS ARAGON

Louis Aragon disparut le 24 décembre 1982.

Afin de rendre hommage à son œuvre poétique, le Cercle Culturel
du Vendômois a créé une exposition présentant quelques poèmes
majeurs qui ont inspiré des compositeurs et interprètes renommés
au premier rang desquels figurent Léo Ferré et Jean Ferrat.

Les visiteurs de la fête 2013 auront ainsi la primeur de cette
réalisation.

34^{ème} MÉCHOUI

Mont-Près-Chambord - Rue du 21 août 1944
(terrain face à la Grange)

Dimanche 26 mai 2013
à partir de 12h

Buvette

Jeux (boules, belote...)

Contes et Chansons

MENU

Salade périgourdine
Méchooui ou Poulet rôti
Fromages
Tartelette



Participation :
18 € vin compris

Inscriptions :

☎ Pierre AMIOT : 02 54 70 70 06
☎ Pierre GUILLONEAU : 02 54 70 77 16
☎ Annie ALHAIRE : 02 54 70 75 86



Université d'été 2013



30-31 août
et 1^{er} septembre 2013

aux Karellis en Savoie

Renseignements :

☎ 02 54 78 11 33

Inscriptions :

📧 pcf41@wanadoo.fr

Rendez-vous à la prochaine
Fête de l'Humanité
13, 14, 15 septembre 2013
Parc Georges-Valbon
La Courneuve

- Vignettes bientôt disponibles auprès des sections
- Installation du stand dès le jeudi matin
- Cars au départ du Loir-et-Cher samedi et dimanche
- Inscriptions :
☎ 02 54 78 11 33
📧 pcf41@wanadoo.fr